



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

24 janvier 2017

ENCORE UN PROJET D'UN AUTRE TEMPS ET MAL CONÇU !

Dans le cadre de l'enquête publique concernant le projet de liaison autoroutière Castres Toulouse, la fédération FNE Midi-Pyrénées et le Collectif RN 126 ont déposé une contribution commune qui est consultable en ligne http://www.fne-midipyrenees.fr/index.php?rubrique_id=332

Pour FNE Midi-Pyrénées et le Collectif RN 126 l'utilité publique de ce projet n'est pas démontrée.

Pour José Cambou, Vice-présidente de FNE Midi-Pyrénées « *Le dossier tel qu'il a été présenté à l'enquête publique étonne par le peu de considération apportée aux recommandations de l'Autorité environnementale et du Commissariat général à l'investissement, il inquiète pour les fonds publics sollicités mais non maîtrisés. Par ailleurs ce projet présente un ensemble d'impacts négatifs : prélèvements de 316 ha de terres agricoles, effets sur les conditions de transports pour tous ceux qui ne pourront utiliser l'autoroute notamment compte tenu de son coût d'usage, détérioration des conditions de vie des habitants de divers bourgs qui verront, à nouveau, traverser leur village par du transit qui n'y passait plus compte tenu de la confiscation des déviations au profit du tracé de l'autoroute.* »

Pour Frédéric Manon, Porte-parole du Collectif RN126, « *Notre analyse démontre notamment que, depuis le débat public, le coût a considérablement augmenté et ce sans élément d'explication, que le gain de temps est dérisoire et ne concerne que l'entrée à Castres, que le péage exclut l'usage de l'infrastructure à la majorité des usagers, que sa réalisation n'est pas plus rapide qu'un aménagement intelligent de la nationale 126, que le financement par les collectivités va être difficile voire impossible et qu'enfin le bilan socio-économique, anormalement favorable, n'est pas pertinent.* »

Pour FNE Midi-Pyrénées et le Collectif RN126, ce dossier ne fait que confirmer ce qui est dénoncé depuis 10 ans : cette infrastructure n'est pas adaptée et ne répond pas aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques du sud Tarn. Raison pour laquelle l'Etat doit désormais envisager l'étude d'une autre solution : l'aménagement sur place de la nationale 126 et le développement des transports en commun.